

Collectif «*Pas touche au Livret A*»

Intersyndicale du secteur semi-public économique et financier : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CFDT, CGT, FO) - CAISSES D'EPARGNE (CFDT, CGT, SUD, FO) - LA POSTE (FEDERATION SUD PTT) - IXIS (CGT) - CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE (CGT) - BANQUE PALATINE (CGT) - CREDIT FONCIER (CFDT, CFE/CGC, CGT, FO, SUD) - BANQUE DE FRANCE (CFDT, CGT, FO, SIC, SNABF SOLIDAIRES) - IEDOM ET IEOM (CGT) - AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (CFDT, CGT) - OSEO (CGT) - UBIFRANCE (CGT) - NATEXIS BANQUES POPULAIRES (CGT) et AC !! - AC le feu - AITEC.IPAM - ANECR - APEIS - Association Française des Victimes du Saturnisme (AFVS) - ATTAC - AutreMonde - CGT Crédit Lyonnais Ile de France - Collectifs Anti Libéraux - Collectif LBO - Collectif SDF Alsace - Confédération Paysanne - Coordination Anti Démolition des Quartiers Populaires - Comité des Sans Logis (CDSL) - Confédération Nationale du Logement (CNL) - Droit au Logement (DAL) - Droits Devant !! - Fédération CGT Finances - Fédération Nationale des Collectifs de Défense des Services Publics - Euromarches - Fondation Copernic - FSU - Indecosa/CGT - Jeudi Noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ministère de la Crise du Logement - Mouvement National des Chômeurs et Précaires - Réseau Alerte Inégalités - Résistance Sociale - SNP-FO - SNUP-CDC - UNEF - Union Syndicale Solidaires

Communiqué

LIVRET A : Le Collectif reçu au Ministère des Finances

Nous en appelons au Président de la République

Le Collectif a été reçu, aujourd'hui, par des membres du cabinet de Christine Lagarde. Cette entrevue n'a fait que renforcer nos plus vives inquiétudes quant à l'avenir du financement du logement social, les conditions d'accessibilité bancaire pour les exclus, le rôle et la place de la CDC au service de l'intérêt général et le devenir des réseaux ainsi que le niveau de l'emploi au sein des Caisses d'Epargne et de la Poste.

Le Ministère ne nous a pas démenti quand lui avons signifié :

- que le mouvement HLM ne soutient pas le projet du gouvernement,
- qu'aucune association de consommateurs n'a été concertée,
- qu'aucune association d'élus locaux n'a été consultée,
- qu'aucune association caritative ne cautionne la charte de bonne conduite, sans valeur juridique contraignante pour les banques, sur la question sensible de l'accessibilité bancaire,
- que la commission européenne n'exige pas la remise en cause de la centralisation complète des fonds du livret A auprès de la CDC.

Au contraire, les conseillers de la ministre nous ont appris d'une part **que le projet de loi serait présenté dès lundi au conseil des Ministres** et d'autre part **que la seule disposition qui permettrait de sauvegarder un niveau de centralisation minimale des fonds d'épargne**

populaire à la CDC pour financer le logement social avait été supprimée par le Conseil d'Etat lors de son examen.

Le résultat est clair : ce projet de loi s'attache essentiellement à développer l'intérêt des banquiers au détriment de l'intérêt général.

**Le Collectif « Pas touche au livret A » signe aujourd'hui
la pétition du mouvement HLM : « Ne réformons pas le Livret A dans la précipitation ».**

Cette pétition a déjà reçu la signature de, notamment, la totalité des Présidents d'associations d'élus locaux, de celle du Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, de deux anciens DG de la CDC, d'un représentant de la Fondation Abbé Pierre...

Rien n'est joué. Il n'est pas trop tard pour intervenir : le ministère nous a informé que le projet de loi ne sera pas examiné par le Parlement avant la fin mai. La mobilisation des politiques et du corps social est encore possible.

Le Collectif « Pas touche au livret A » appelle solennellement le Président de la République à entendre le sens profond de cette démarche, et à retirer le volet Livret A du projet de loi de Modernisation de l'Economie qui sera examiné lundi au Conseil des Ministres.

Le Collectif appelle le Président de la République à ouvrir sans délai une table ronde élargie à l'ensemble des parties prenantes (associations de locataires et de consommateurs, associations d'élus locaux, associations en charge d'insertion, mouvement HLM, Collectif notamment).

Le Collectif appelle solennellement l'ensemble des responsables syndicaux, associatifs et politiques (au niveau local et national) à soutenir la démarche du Collectif « Pas touche au livret A ».

Le Collectif sera présent le 29 avril devant le Sénat à l'occasion de l'audition de Nelly KROES, commissaire européenne à la concurrence, à laquelle il a adressé une demande d'entrevue.

Le Collectif annonce d'ores et déjà d'autres actions, et, après l'occupation de la Fédération Française des Banques, multipliera ses actions surprises.

Paris, le 24 avril 2008

Pièce jointe : Pétition « Ne réformons pas le Livret A dans la précipitation »